



projection

PROFESSIONNELS JUNIORS EN ACTION

« Crise sécuritaire et sociopolitique au Sahel: Comment agir sur le terrain? »

Compte rendu de la rencontre mensuelle de Ouagadougou

Date : Le mardi 20 novembre 2012

Lieu : Ouagadougou, Hôtel *Les palmiers*

Intervenant: Jean-Bosco Bazié

I. Présentation de l'intervenant:

Jean-Bosco Bazié est le Directeur général adjoint de l'ONG «Eau Vive» et dirige le Bureau Afrique de la Direction générale de l'organisation, situé à Ouagadougou au Burkina Faso. Dans cette position il s'occupe particulièrement de la coordination stratégique des programmes d'«Eau Vive» en Afrique. M. Bazié est également Secrétaire général associé pour l'Afrique au Secrétariat international de l'Eau et Coordonnateur général du Cercle pour la Culture du Leadership dans le Sanguié sa province natale au Burkina Faso. Il est diplômé en ingénierie de la recherche et d'exploitation des eaux souterraines et titulaire d'un Master en sociologie du développement de l'Institut d'Etudes du Développement Economique et Social de l'Université de Paris 1, la Sorbonne.

II. Enjeux et Problématiques:

La situation sociopolitique et sécuritaire actuelle de la zone sahélienne, plus spécifiquement au Mali et Niger, inquiète les pays frontaliers, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et même la Communauté Internationale. En parallèle, les acteurs du développement s'interrogent sur l'impact de ces évènements sur leurs activités.

Pour donner des éléments de réponse à ces questions, Jean Bosco Bazié a souhaité revenir sur les origines de la crise et évoquer quelques solutions et préalables sociopolitiques pour une évolution de la situation.

Jean-Bosco Bazié : Les crises au cœur de la sous région ne sont pas une fatalité mais le fruit de la construction humaine. L'Homme, à l'origine de ces tensions, les nourrit et les entretient bien souvent à dessein ; il est aussi en capacité de les désamorcer. Ces crises ne sont pas nouvelles et ne revêtent pas un caractère exceptionnel en dehors de la récurrence du fait religieux.

L'avènement des indépendances des Etats africains en 1960, fut un moment de relâchement de ces dissensions car les populations aspiraient à plus de liberté, au droit de disposer d'elles mêmes. Lorsque que l'on se replonge dans l'histoire moderne africaine, on constate que le premier soulèvement touareg contre le système politique central au Mali date de 1963, le premier Coup d'Etat au Togo de 1963 et les premiers soubresauts au Burkina Faso de 1966 avec une importante mobilisation place de la Nation, à l'origine de la démission de M. Maurice Yaméogo, le premier Président du pays. Dans les années 1970, c'est également l'époque d'une série de coups d'Etat dans plusieurs pays, dans un contexte marqué par d'importantes sécheresses et crises alimentaires au sein de la zone sahélienne. Puis, dans les années 1980 se multiplient ces mouvements, exacerbés par les divers Plans d'Ajustement Structurel des institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale, etc.). L'ensemble de ces phénomènes a fortement contribué à durcir les conditions de travail et de vie des populations. Les grands soulèvements populaires de la décennie 1990 amènent plusieurs pays sahéliens à organiser de grandes conférences nationales et à ouvrir l'ère de la démocratisation, du multipartisme, etc.

Les évènements actuels au Mali peuvent être analysés à travers le prisme d'une succession de crises. La structure de l'Etat malien s'est effondrée du jour au lendemain. Il s'agit là de l'élément déclencheur des mouvements qui ont marqué l'actualité du Nord Mali ces derniers mois. En effet, dans ce contexte de délitement de l'Etat malien et d'exacerbation de la frustration d'une population qui se sent oubliée par ses propres dirigeants, le risque était réel que toute sorte de revendications locales émergent. En effet, le sentiment de cohésion dans la zone sahélienne est une question délicate. Les Etats, composés d'ethnies ou tribus plus ou moins autonomes, ou se considérant comme telles, ne se comprennent pas forcément et ne se reconnaissent pas dans l'idée de Nation. Par ailleurs, ces populations sont généralement sous-intégrées dans les organes de l'appareil d'Etat. Les frontières n'ont que peu d'importance à leurs yeux, dont l'aire de résidence et d'influence s'étale bien souvent sur deux Etats, voire plus. L'organisation du pouvoir y est également très différente de celle de l'occident.

La solution résiderait peut-être dans une « remise à plat » du modèle de l'Etat-Nation hérité aux indépendances et la reconstruction de modèles intégrés et inclusifs des réalités et diversités socioculturelles du milieu afin de faire face aux différents enjeux sociopolitiques contemporains. Il semble alors nécessaire de s'interroger sur l'appropriation par les peuples africains de ce modèle d'Etat Nation. Aucun pays n'a mis jusqu'à présent en débat ce modèle hérité de la période coloniale, or les populations ne se reconnaissent pas toujours dans ce système.

Les crises actuelles reposent sur la faiblesse de l'Etat Nation et le dénuement de sentiment d'appartenance à une seule et même entité politique et sociale. Le sentiment d'appartenir à une nation ne précédait pas la construction des Etats de la zone sahélienne comme à l'exemple des Etats européens. Ainsi, les populations pourraient travailler ensemble pour co-construire une nation et établir un système qui satisferait les intérêts de chacun, caractérisé par la démocratie et la recherche du développement économique et social pour tous. Si l'économie reste au point mort et que les besoins essentiels (accès à l'eau potable, à l'école, aux soins de santé, etc.) ne sont pas satisfaits, la frustration s'accroît. L'extrémisme religieux notamment, se nourrit de cette frustration. Ainsi, la

sécurité nationale (et donc de la sous-région) dépend en grande partie du système politique et du développement économique.

III. Questions- réponses:

Est ce que les crises survenues depuis les indépendances proviennent de difficultés, voire de mauvaise gouvernance? La situation va-t-elle en s'aggravant ?

Jean-Bosco Bazié : En effet, en plus d'avoir hérité d'un modèle que l'on ne comprend pas, des erreurs de gouvernance sur la conception et la perception même de l'Etat et de ses différents appareils sont fréquentes au sein de nos institutions. A cela s'ajoutent la recrudescence de la problématique de la rébellion Touareg, la porosité des frontières, l'importante circulation d'armes dans la sous région ainsi que les trafics d'otages et de drogues, dans un contexte aggravé par un phénomène d'intégrisme religieux.

A l'époque ces problématiques étaient cantonnées au nord Mali ou Niger, désormais c'est toute la sous région qui est à haut risque.

Quelles précautions peuvent être prises par les acteurs intervenant localement pour éviter les risques liés à ce contexte ? Quelle est la réaction d'Eau Vive face à cette situation?

Jean-Bosco Bazié : Le siège social et les délégations nationales d'Eau-Vive suivent de très près les alertes des agences sécuritaires. Au début des évènements au Mali, nous avons suspendu nos activités durant deux semaines mais désormais tous nos projets au Niger, Mali et Burkina Faso sont maintenus et se poursuivent normalement.

Pour des raisons de valorisation des compétences locales, d'intégration africaine (et non de sécurité) depuis les années 90, nous privilégions l'embauche de salariés locaux ou ressortissants de la sous région des pays d'interventions. Il n'y a donc aucun expatrié occidental dans nos équipes en Afrique. Nos collègues français viennent régulièrement sur le terrain afin de s'imprégner des projets. Dans le contexte actuel, ils restent en principe dans les capitales. Auparavant, des visites de donateurs étaient organisées mais sont dorénavant suspendues.

Il faut également comprendre qu'il n'y a pas une seule et unique solution appropriée face à cette crise et chaque structure adopte les mesures préventives qu'elle juge nécessaire. Néanmoins, beaucoup d'ONG au Sahel se retrouvent à prendre des mesures conservatoires et optent pour cette solution en privilégiant l'emploi local.

Est-ce qu'actuellement, le Burkina Faso présente des symptômes de crise? Ces crises concernent-elles seulement l'Afrique?

Jean-Bosco Bazié : Ces crises se cristallisent aujourd'hui en Afrique, peut-être parce que justement notre modèle de L'Etat-Nation n'est pas en phase avec nos réalités. Mais il y a eu des périodes où d'autres continents ont connu un accroissement des tensions. Ce fût notamment le cas de l'Amérique latine.

Aujourd'hui, le personnel des ONG semble vulnérable face aux menaces d'enlèvement ? Y-a-t-il un moyen pour ces structures de prévenir ce type de risque ?

Jean-Bosco Bazié : Comme nous l'avons évoqué, se tourner vers l'emploi local peut apporter une réponse à cette situation. Il ne s'agit pas de remettre en cause la légitimité ou l'intervention des uns et des autres mais on peut supposer qu'il est plus facile pour un africain de s'intégrer dans un contexte local, d'autant plus s'il parle la langue. Cependant, l'Afrique a besoin de l'expertise du Nord et de sa culture du rapport au travail car les chantiers sont énormes et les ressources humaines propres à notre continent sont encore en deçà de ses besoins.

Il est important que l'intervention des ONG soit visible sur le terrain et que les populations soient en mesure de s'approprier les actions menées, condition qui s'avère indispensable pour garantir son succès. Ainsi, l'ONG peut être perçue comme un acteur local comme un autre.

Il est également nécessaire de repenser l'intervention des organisations du secteur humanitaire dans ces périodes de trouble. Le développement ne doit pas céder sa place à l'humanitaire, dont le mode opératoire et les sources de financement sont souvent différents même si les deux sont sensé se compléter. Les interventions humanitaires d'urgence ne doivent pas s'enliser, ces organisations doivent travailler pour un relèvement précoce et faire le lien avec le monde du développement dont l'action ne peut être remise en cause du jour au lendemain. Malheureusement, nous constatons que ces deux types de structures ne communiquent pas suffisamment et pertinemment pour une synergie efficace.

Quel est l'avenir de la coopération dans la zone si la situation de la sous région s'envenime?

Jean-Bosco Bazié : En effet, La crise sociopolitique et sécuritaire au Sahel suscite de nombreuses interrogations, non seulement quant à l'avenir politique des pays concernés, mais également à l'avenir des projets de développement menés dans la région par les ONG et associations internationales qui sont très nombreuses, particulièrement au Burkina Faso. Cependant, la coopération au Burkina Faso est solide, elle s'est construite via de forts liens d'amitiés très anciens entre structures associatives, ONG et même individus, en comparaison à d'autres pays comme le Mali ou le Niger par exemple. La crainte de débordements pèse actuellement bien que jusqu'à présent la position de médiation adoptée par les autorités burkinabè constitue une sorte de protection relative pour le pays. Il est toujours possible que certains zélés voient d'un mauvais œil cet îlot de stabilité! Pour cela, les missions doivent nécessairement être réorganisées et les mesures de sécurité scrupuleusement respectées.

Etaients présents à cette rencontre :

Prénom, Nom	Email	
Khaled Yattara	kyattara@eau-vive.org	1
Ousseini Guene	gueneouss@yahoo.fr	2
Jean-Pierre Nana	nanajpierre@hotmail.com	3
Chiara Zazzaroni	zazzaroni@manitese.it	4
Mathieu Isnard	mathieu.isnard@gmail.com	5
Adrienne Ramde	aramde@eau-vive.org	6
Niampa Inoussa	jadcec@yahoo.fr	7
Salam Abdoul	salam.dezem@gmail.com	8
Lassina To	yesburkinafaso@gmail.com	9
Guy Stanislas Ouedraogo	stan.oued@gmail.com	10
Fidèle Farga	figaf_baw@yahoo.fr	11

Didier Kienou	dkienou@eau-vive.org	12
Boubacar Mballo	boubsmaballo2@hotmail.com	13
Madeleine Boudoux d'Hautefeuille	mdhautefeuille@orange.fr	14
Alidou Bandé	alidouband@yahoo.fr	15
Germain Labonne	germain.labonne@reseauprojection.org	16
Alice Comte	alice.comte@reseauprojection.org	17

Bibliographie:

http://www.pseau.org/outils/ouvrages/ps_eau_lettre_du_ps_eau_70_2012.pdf

Pour aller plus loin :

La discussion continue !

N'hésitez pas à nous faire parvenir vos remarques

Par mail : germain.labonne@reseauprojection.org ou alice.comte@reseauprojection.org